

# FESTIVALS CHERCHENT FINANCES

LE 29 AVRIL 2011 HÉLÈNE DAVID

**Entre subventions publiques en baisse et partenariats privés gourmands, les festivals jonglent pour renforcer une économie fragile, et préserver un semblant d'indépendance.**

Avril. Le début des beaux jours et avec eux, le début de la saison des festivals. Des instants hors du temps pendant lesquels, loin de Fukushima et des débats électoraux, on ne se préoccupe que de trois choses : la température de la bière, la capacité d'une tente à effectivement « *s'installer en deux minutes* », et surtout, la musique, les concerts, les artistes auxquels on décide consciemment de confier nos futures acouphènes. Des réunions bon enfant dont **feu les White Stripes** constituent la bande son, et qui nous feraient presque oublier qu'il s'agit aussi d'une histoire de gros sous.

Ces festivals s'appuient sur des budgets colossaux :

**Les Eurockéennes** affichent pour 2011 un budget total de 5,4 millions d'euros  
**le Printemps de Bourges**, – qui s'est achevé le 25 avril – un budget de 4,4 millions d'euros  
**Rock en Seine** un budget de 5,2 millions d'euros

## Désengagement public

Leur financement repose sur la billetterie, les subventions publiques, les partenariats privés, et dans une moindre mesure, le mécénat.

Et si les organisateurs refusent pour la plupart de communiquer le détail de ces chiffres, arguant pour les uns qu'il s'agit de "*données confidentielles*", pour les autres, comme Solidays, que l'on "*peut faire dire ce que l'on veut à des chiffres* ", la tendance majoritaire est claire. Les subventions publiques diminuent.

En cause, la décentralisation et la suppression de la taxe professionnelle. Cette année, la subvention accordée par le Pays de Montbéliard agglomération aux Eurockéennes a été divisée par deux, passant de 100.000 euros en 2010 à 50.000 en 2011. Emmanuel Oudot, directeur de la culture et du patrimoine de la communauté d'agglomération, s'en explique :

“

***Nous sommes obligés de faire des choix drastiques. Je ne connais pas beaucoup de collectivités territoriales qui ne sont pas confrontées à ce problème.***

”

Pour le festival **Europavox**, qui se tient chaque été en Auvergne, le département s'est retiré il y a deux ans. Les subventions de la commune ont diminué de 40% cette année. Et d'autres baisses ont déjà été actées pour l'année prochaine.

Même constat du côté du Printemps de Bourges. En deux ans, l'aide du Cher est passée de 200.000 euros à 150.000 euros. "*Le Cher fait partie des départements qui ont eu des grosses difficultés*", explique Michel Bourumeau, directeur de la culture du Conseil général.

En 2011, le financement du festival berruyer reposait tout de même à près de 37% sur les institutions publiques, et en grande partie sur la commune de Bourges et le ministère de la Culture, qui comme le rapporte **Le Monde**, a pris en charge les subventions allouées au Printemps de Bourges :

“

***Alors que Les Francolies de La Rochelle, par exemple, ont la***

**direction régionale des affaires étrangères (DRAC) de Poitou-Charentes pour interlocuteur, le Printemps de Bourges s'adresse en direct aux services de Frédéric Mitterrand. Un cas unique pour les musiques populaires. Pour 2011, le ministère de la Culture a alloué 340.000 euros au festival et 230.000 euros pour le réseau Printemps qui débusque les nouveaux talents.**



Les financements publics du Printemps de Bourges se décomposent comme le montre ce diagramme (qui ne tient pas compte des soutiens en nature tels que la sécurité, l'éclairage, les transports (etc.) de la commune de Bourges et de la communauté d'agglomération) :

Dans le meilleur des cas, les subventions restent stables d'une année sur l'autre. C'est le cas cette année pour Rock en Seine. L'un des organisateurs explique que le soutien institutionnel au festival représente 18% du budget total de 5,2 millions d'euros, et se décompose comme suit :

Le financement public de Rock en Seine repose en grande partie sur la région Ile de France, partenaire historique et principal du festival.

## **Quelles solutions ?**

Pour pallier la diminution des subventions, la marge de manœuvre des organisateurs est limitée. La billetterie ne constitue un levier qu'en dernier ressort. Augmenter le prix des places de manière substantielle peut être un calcul fatal à la fréquentation des festivals entre lesquels la concurrence est rude. Reste les partenariats privés ou les subventions indépendantes des collectivités territoriales.

La SACEM, notamment, alloue des subventions. En 2011, le budget dédié au soutien des festivals a augmenté de 10% par rapport à l'année dernière, et s'élève à 3,7 millions d'euros. Olivier Bernard, directeur de l'action culturelle explique :



***Les festivals font de plus en plus appel à nous pour pallier la diminution de l'engagement des collectivités territoriales, ou dans le meilleur des cas leur stagnation.***



Une tendance qui ne va pas sans poser question, puisque *"les sociétés d'auteurs n'ont pas vocation à pallier les carences des finances publiques"*, explique Olivier Bernard.

Le Printemps de Bourges, aidé à hauteur de 75.000 euros par la SACEM a surtout eu recours au secteur privé, et en particulier au Crédit Mutuel. Daniel Colling, directeur du festival, s'en est **expliqué** :



***La région Centre et le département du Cher ont diminué leurs subventions. Pour compenser cette diminution, notre festival a fait le choix d'élargir son partenariat privé.***



## **Chimérique indépendance**

Un partenariat important, qui a permis à la banque de s'immiscer dans le logo du festival. L'événement s'appelle désormais "Printemps de Bourges Crédit Mutuel". Et si à la mairie de

Bourges, on assure que *“la nouvelle appellation passe complètement inaperçue”* , la question de l'indépendance artistique du festival s'impose.

D'autant plus qu'il y a eu des précédents, avec les collectivités territoriales cette fois. En 2009, le Conseil régional de Centre avait conditionné sa subvention de 350.000 euros au retrait de la programmation du rappeur Orelsan. (*Voir la vidéo de son titre “Sale Pute”, âmes sensibles s'abstenir.*)

Le Conseil régional avait appelé le festival à *“prendre ses responsabilités”*. Et face à l'entêtement des organisateurs à ne pas faire acte de censure, la région avait finalement décidé de rester partenaire du festival, tout en mettant en place des *“modalités pour ne pas participer au financement de ce concert”*.

En l'occurrence, Daniel Colling assure que le partenariat conclu avec le Crédit Mutuel est né d'une relation de confiance, et justement destiné à préserver la qualité du festival, à éviter une augmentation du prix des billets, et à mettre à l'abri le Printemps de Bourges pour les trois années à venir.

Certains partenaires privés pourtant, peuvent être tentés d'intervenir dans la programmation. Mathieu Ducos revendique une indépendance artistique totale même s'il a déjà constaté des tentatives de certains de prendre part à la programmation :



***Il y a une frontière très nette entre l'implication des partenaires et la ligne artistique du festival. Certains partenaires qui prennent part à des plateformes de découverte sont tentés de mettre sur scène des artistes qui y jouent. Mais on a toujours lutté contre ça.***



Et l'ingérence des partenaires peut aussi se jouer sur d'autres terrains que la programmation. L'an dernier aux Francfolies de la Rochelle, dans le cadre d'une opération de communication, la marque Repetto a offert une paire de chaussures à chacun des artistes, en les *“invitant”* à les porter sur scène. L'objectif: acquérir un maximum de visibilité.

Loin des chaussures de danseuses, le **Hellfest Open Air**, festival dédié au métal, estime pour sa part jouir d'une totale indépendance. Sur un budget total de 5 millions d'euros, les subventions publiques ne s'élèvent qu'à 40.000 euros (20.000 euros de la région, 20.000 euros du département), soit 0,8% du budget total. Jeff Manet, l'un des organisateurs du festival ne serait pas contre une aide plus importante mais explique :



***Le fait que ce soit un festival de métal, pour les subventions, ça aide pas vraiment.***



Rares sont en effet les entreprises qui souhaitent s'associer à l'événement prétendument sulfureux, contre lequel "des catholiques intégristes s'opposent tous les ans". C'est donc la billetterie qui finance -à 90 % estiment les organisateurs- ce festival unique en son genre en France, grâce à un public captif. Les inconditionnels de métal sont prêts à payer un peu plus cher pour aller écouter Ozzy Osbourne ou Judas Priest. 129 euros en 2010 pour les trois jours, 10 euros de plus cette année.

Mais qu'il s'agisse d'une programmation très spécialisée comme celle du Hellfest, de variété ou de pop, ce sont bien les festivaliers qui exercent la plus grande pression sur les festivals. L'impératif absolu des programmeurs reste toujours d'attirer un maximum de spectateurs et de répondre à leurs attentes, en trouvant un juste milieu entre têtes d'affiche et découvertes. En cela, la question de l'indépendance est forcément illusoire.

—

>Illustration Flickr par **RambergMediaImages**



Vous pouvez retrouver nos articles sur le dossier festivals : **Jeunes artistes : laissez-les chanter** et **C'était mieux avant ?**

Image de Une **Mick**  rlosky

### FLUPKE

le 1 mai 2011 - 19:37 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Je crois qu'on peut aussi regarder, en lien avec cet article, l'évolution de la programmation des vieilles charrues et le nombre de festivaliers, car si comme le hellfest les vieilles charrues est un festival plutôt indépendant économiquement, il le paie cher au niveau artistique !*

*En effet, afin de poursuivre une course en avant illusoire, ils réalisent une programmation de plus en plus mainstream ou la découverte, non visible sur 4 autres festivals d'artistes devient de plus en plus rare, et ce d'année en année !*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE